



03 – novembre 2015

Les attentats du 13 novembre: la terreur de l'Etat islamique, l'état d'urgence en France, nos responsabilités

L'horreur des attentats du 13 novembre, l'accélération de la situation politique qui en a résultée en France et dans le monde, nous impose d'analyser avec précision les événements afin d'en comprendre les ressorts et d'en tirer les conséquences dans notre pratique militante. Aussi, après débat au sein de notre comité, nous soumettons au débat collectif de très larges extraits d'un texte de nos camarades Pierre ROUSSET et François SABADO qui nous semble embrasser l'ensemble des questions qui se posent. Il s'agit, sans doute d'un texte politique difficile. Comment pourrait-il en être autrement dans cette situation marquée par la complexité ?

Solidarité avec les victimes !

Les 13 novembre constitue un changement majeur dans la situation politique nationale et internationale. L'Etat islamique (Daesh) a encore frappé; et plus fort encore. En janvier, les cibles étaient les journalistes de *Charlie Hebdo*, la police et les juifs. Cette fois-ci, c'est la jeunesse du pays qui est visée. Ils n'ont pas tué n'importe où et n'importe qui: ils se sont attaqués aux jeunes quelles que soient leurs origines, leurs religions (ou absence de religion), leurs opinions politiques. Au moins 130 morts, plus de 350 blessés – un millier au bas mot de témoins directs du carnage. L'onde de choc, l'émotion, est profonde.

L'objectif poursuivi par les commandos de l'Etat islamique ne fait pas mystère: **fracturer par la terreur la société**. Créer une situation où la guerre des uns contre les autres s'impose; où la peur dresse d'infranchissables barrières entre les citoyens-e-s selon leurs origines, leurs religions, leurs modes de vie, leurs identités – creuser un fossé de sang au sein même de la religion musulmane, forcer les croyants à choisir un camp. Qui n'est pas avec nous jusqu'à l'inhumain est contre nous, et devient une cible « légitime ».

Les attentats de Paris ont été parmi les plus sanglants pénétrés dans le monde par l'État islamique et autres mouvements similaires qui répondent à la même logique destructrice. Notre solidarité est internationale, elle se tourne en particulier vers celles et ceux qui, en d'autres pays, la combattent au péril de leurs vies: en Syrie et en Irak, au Liban, à Bamako, au Pakistan et en Turquie.... Avant tout, nous affirmons notre compassion, notre identification, notre fraternisation avec les victimes, avec leurs proches.

Quel que soit le rôle de l'impérialisme occidental, l'Etat islamique est responsable de ses actes

Nous continuons cependant à poursuivre la lutte de classes, à soutenir le combat de toutes et tous les opprimés ; mais au-delà, **nous défendons l'humanité contre la barbarie. La dimension humaniste de l'engagement révolutionnaire reste pour nous une boussole**. Toute politique progressiste commence par l'indignation, l'émotion. Elle ne se réduit pas, bien entendu, à celles-ci, mais tel est son point de départ. Nous sommes dans

ce mouvement de solidarité avec les victimes – et c'est de là que nous pouvons expliquer nos positions.

Notre tradition politique nous conduit « en première intention » à nous attaquer aux impérialismes et à leurs guerres, à une mondialisation capitaliste destructrice, aux inégalités et aux discriminations, à l'idéologie du *choc des civilisations*, aux racismes – dont l'islamophobie –, aux héritages du passé colonial, aux politiques sécuritaires et états d'exception, aux appels à l'union nationale et à la paix sociale... Mais en la circonstance, nous nous devons de **rejeter aussi clairement et nettement la barbarie fondamentaliste**. Ainsi, l'influence de Daesh doit être combattue – par nos méthodes, selon notre orientation et non celle de nos gouvernants –, dans nos propres sociétés. Ainsi nous devons nous solidariser concrètement avec les résistances populaires dans les pays du Sud, déchirés par le fanatisme religieux – un devoir internationaliste s'il en est !

L'Etat islamique est un protoÉtat sur un territoire équivalent à celui de la Grande-Bretagne. Il gère une administration, accumule d'immenses richesses (évaluées à près d'1,8 milliards de dollars), organise la contrebande de pétrole ou de coton. Il mène des opérations de guerre sur de multiples théâtres d'opérations, il recrute des informaticiens du plus haut niveau... ! **Il est responsable de ses actes – totalement responsable des attentats qu'il commandite ici ou là.**

Cette responsabilité propre ne s'efface pas du fait des responsabilités de l'impérialisme, aussi écrasantes soient ces dernières – et depuis longtemps -, des accords Sykes-Picot du début du XX^e siècle aux interventions actuelles des grandes puissances. On entend souvent dire que sans l'intervention US de 2003 en Irak, Daesh n'existerait pas. Ce n'est vrai qu'en ce qui concerne un enchaînement *spécifique* qui a conduit à la fondation de l'Etat islamique *tel qu'on le connaît*. Autrement, c'est faux. **L'émergence des forces djihadistes ne découle pas mécaniquement de la seule domination impérialiste**, elle est le produit combiné à la fois de la faillite des gauches arabes (et européennes), de la volonté des bourgeoisies arabes d'avoir de nouvelles forces contre-révolutionnaires pour appuyer leurs ambitions régionales ou combattre la montée révolutionnaire au sein du monde arabe. C'est aussi vrai concernant la montée des fondamentalismes religieux en d'autres parties du monde, comme en Inde (extrême droite hindouiste), en Birmanie (extrême droite bouddhiste) ou aux Etats-Unis (extrême droite chrétienne – puissante bien avant le 11 septembre, 2001 et fort proche de Bush).

"Le terrorisme vise à paralyser une société par la peur. Les terroristes amateurs font exploser des voitures. Les professionnels font grimper les chiffres du chômage.

CHARB, dans "Maurice et Patapon" tome 5, page 24.

**Feuille de débat
du comité du pays malouin du
Nouveau Parti Anticapitaliste**

Adresse mail: npsaintmalo@orange.fr ;
Page Facebook: <http://www.facebook.com/>

Retour sur le « choc des barbaries »

Il y a une responsabilité impérialiste occidentale, comme au lendemain de la guerre 14-18 (le traité de Versailles) dans la montée du nazisme en Allemagne. Les antifascistes de l'époque n'ont pas manqué de le rappeler systématiquement. Cependant, une fois qu'il a pris son envol, le parti nazi a été dénoncé et combattu en tant que tel. Daesh a pris son envol...

Nous devons continuer à expliquer le contexte, **mais l'Etat islamique doit être appréhendé pour ce qu'il est, pas comme la simple ombre portée de l'Occident.** L'impérialisme contemporain, les politiques néo-libérales, la mondialisation capitaliste, les entreprises de recolonisation déchirent le tissu social d'un nombre croissant de pays, libérant toutes les barbaries. Mais les fondamentalismes religieux sont eux aussi de redoutables agents de la désintégration de sociétés entières. **Il n'y a pas en l'occurrence une « barbarie principale » (de l'Occident) qu'il faudrait combattre aujourd'hui et une « barbarie secondaire » (Daesh et consort) dont on ne devrait se préoccuper que dans un avenir indéfini.** L'inverse est tout aussi vrai: on ne doit pas fermer les yeux sur la barbarie impérialiste et celle des dictatures « alliées » sous prétexte de combattre la barbarie fondamentaliste. Il n'y a pas de hiérarchie dans l'horreur. On doit **défendre activement et sans attendre toutes les victimes de ces barbaries jumelles, qui se nourrissent l'une l'autre**, sous peine de faillir à nos devoirs politiques et humanitaires.

L'Etat islamique est-il fasciste ? Certes, il n'entretient pas les mêmes rapports avec les bourgeoisies *impérialistes* comme en Europe dans les années 30, mais il reproduit ces rapports avec des secteurs bourgeois de « puissances régionales » telles l'Iran, l'Arabie saoudite, le Qatar, la Turquie... Il attire des jeunes non insérés dans des sociétés en déliquescence aussi bien que des éléments des « classes moyennes », d'une « petite bourgeoisie » d'un salariat éduqué. Il use de la terreur « par en bas » pour imposer son ordre. Il déshumanise l'Autre et en fait des boucs émissaires comme hier les nazis des juifs, des tziganes ou des homosexuels. Il élimine toutes formes de démocratie et d'organisations populaires progressistes. L'exaltation religieuse occupe la même fonction que l'exaltation nationale dans l'entre-deux-guerres et lui permet, en sus, de se déployer internationalement. Il y a une différence avec les fascismes européens, c'est l'imbrication entre cette réaction intégriste totalitaire, la dislocation de certains Etats et la domination économique et militaire qu'exercent les impérialismes dans la région. **La lutte antiterroriste doit être menée par les peuples de la région, et non par une coalition de puissances occidentales.** Une nouvelle intervention militaire des puissances impérialistes et de la Russie, appuyée sur chacun de ses flancs, par les pays du golfe et par la dictature syrienne, peut affaiblir Daesh sur le plan militaire, mais elle ne peut que provoquer une réaction de rejet de tous les peuples sunnites de la région.

La crise de société en France

Les attentats du 13 novembre ont été avant tout commis par des français ou franco-belges – la France étant avec la Belgique deux des pays d'où les départs pour la Syrie ont été les plus fournis. Il n'y a pas un profil unique des personnes qui se rallient à l'Etat islamique. Elles peuvent être de familles croyantes, musulmanes laïques ou non musulmanes. De même, elles peuvent être issues de milieux très précarisés ou stables, avoir un passé de délinquant ou pas. Dans certains cas, la « radicalisation » d'un individu est l'aboutissement d'un long pro-

cessus ; pour d'autres, il s'agit d'un basculement brutal. La plus part des hommes qui ont commis des attentats en France proviennent de milieux particulièrement défavorisés, ont connu la prison et ont été membres de gangs, mais pas tous. Confrontés à cette pluralité des profils, nous ne pouvons nous contenter d'explications simples, uniquement sociologiques (précarisation, racialisation des rapports sociaux...) ou historiques (l'empreinte postcoloniale).

A la différence de radicalisations antérieures de la jeunesse, celle-ci est très minoritaire et ne porte pas les mêmes aspirations humanistes. L'Etat islamique se met lui-même en scène sous son jour le plus cru : « *venez couper des têtes avec nous* ». Daesh affiche explicitement un discours de haine et d'exclusion de l'Autre (à l'instar des plus extrêmes des extrêmes droites). Il n'y a pas d'analogie possible entre les départs actuels en Syrie et la constitution des brigades internationales lors de la guerre civile espagnole.

Rien de banal dans tout cela ni dans **le recours à la terreur de masse.** Prétendre que le terrorisme serait l'arme « naturelle » des opprimés dans des guerres « asymétriques », c'est ignorer les leçons des grands combats de libération du siècle passé. Dans les luttes pour leur indépendance ou contre l'impérialisme, en Indochine ou en Amérique latine, les attentats terroristes ont été rares et les mouvements concernés ont rapidement compris que le coût politique de telles opérations était trop élevé – et posait bien des problèmes éthiques. En Algérie, le FLN, qui s'était aventuré sur ce terrain a vite fait marche arrière, sous la pression de certains de ses secteurs ou des mouvements de solidarité avec l'indépendance algérienne.

Nous subissons les conséquences ultimes de **la « crise du politique », de la désocialisation inhérente à nos sociétés néolibérales et de leur injustice croissante, de la défaite subie par les générations radicales des années 60-70, de l'incapacité des gauches dans nos pays à offrir une quelconque perspective radicale et à agir au sein des populations précarisées.** Nous touchons de ce fait à des domaines que nous ne maîtrisons pas: la psychosociologie, le rapport entre fragilités identitaires individuelles et déliquescence du tissu social, les quêtes adolescentes... L'Etat islamique offre une attraction identitaire et du pouvoir : pouvoir de la représentation, pouvoir des armes, pouvoir sur les femmes, pouvoir de vie et de mort... Bien plus qu'un supposé anti-impérialisme, c'est ce qui fait son attrait.

Ce sont des questions que nous devons intégrer plus que nous ne l'avons fait jusqu'à maintenant et dont nous pouvons déjà tirer quelques implications. Le combat antiraciste, aussi important soit-il, ne suffit pas. A l'encontre de l'individualisme néolibéral et son anonymat, il faut favoriser, reconstituer, les lieux de socialisation, du « vivre ensemble », de la mixité – et réintroduire une réflexion de fond sur l'éthique de l'engagement et de la lutte. Dans une telle situation, *tous* les racismes constituent un danger mortel, dont le racisme d'Etat bien entendu, mais pas seulement. Luttons contre ce qui peut alimenter les tensions intercommunautaires, opposer les opprimés les uns aux autres que ce soient le racisme anti-arabe ou la négrophobie, l'antisémitisme ou l'islamophobie, la discrimination des Roms... – et pour cela, nourrissons une culture du vivre ensemble, du respect des droits de toutes et tous.



Nos tâches internationalistes

Les derniers événements (13 novembre, attentats au Sinaï contre l'avion russe...), ont précipité une évolution des alliances que l'on percevait déjà avant, avec la formation d'une grande coalition: intégration de la Russie, abandon des prétentions à l'autonomie de la France, inquiétudes manifestées jusqu'en Arabie saoudite sur le déploiement de l'Etat islamique... En contrepartie, le régime Assad est conforté alors qu'il est à l'origine de la crise syrienne et coupable des crimes que l'ont connaît. Cela suffira-t-il à favoriser un accord temporaire entre puissances régionales appartenant aux dits « blocs » sunnite et chiite ? Il est trop tôt pour mesurer toutes les implications de ce **tournant dans la situation internationale**. Pour l'heure les points suivants sont à souligner :

*** Les compromis entre occidentaux et la Turquie ou le régime Assad se feront au détriment des forces qui sur le terrain méritent le plus notre soutien :** Kurdes, Yezidis, composantes progressistes et non confessionnelles de la résistance au régime. **Il faut leur apporter notre solidarité politique et matérielle et exiger qu'ils reçoivent notamment un armement adéquat** – ce dont les composantes progressistes de l'Armée Syrienne Libre n'ont jamais bénéficié et ce dont les Kurdes pourraient être privés, en particulier sur le front syrien. Force est de reconnaître que nous n'avons pas fait en France, en ce domaine, ce que nous aurions dû.

**** L'intensification des bombardements de la coalition, avec le prix exorbitant payé par les civils, risque de renforcer l'audience de Daesh** auprès d'autres composantes islamistes opérant en Syrie. Le résultat net de cette politique serait alors de conforter à la fois le régime Assad et les organisations fondamentalistes (à commencer par l'Etat islamique) ! Pour éviter ce piège, il faut **rompre avec la logique des grandes puissances**: aidons les forces populaires en Syrie, en Irak à poursuivre leur combat au lieu de vouloir se substituer à elles.

******* Luttons donc contre la politique de guerre de nos gouvernants, mais comprenons aussi la spécificité de ce conflit, bien différent des guerres d'Indochine ou d'Algérie: le retrait des troupes françaises ou américaines signifiait alors la fin des principales ingérences étrangères et créait les conditions d'une victoire. Ce n'est pas le cas aujourd'hui au Moyen-Orient: il resterait la Turquie, l'Iran (et le Hezbollah), l'Arabie saoudite, le Qatar, l'Algérie, l'Egypte... Dans une géopolitique aussi complexe, **il nous faut écouter les mouvements que nous soutenons pour tenir compte de ce dont ils ont besoin matériellement et politiquement**. C'est aux peuples de décider pas aux coalitions impérialistes. Mais, et c'est une dimension particulière de cette guerre, les Kurdes comme les démocrates syriens ont demandé et demande une aide sanitaire et militaire, y compris aux occidentaux. Il faut la leur donner. **Pas de substitution à la décision et à l'autodétermination des forces démocratiques syriennes et kurdes, mais aucune hésitation à les aider et à faire pression sur nos gouvernements pour qu'ils répondent à leurs appels.**

******** Sur le plan international, l'hypocrisie des forces occidentales doit être dénoncée: d'un côté, elles prétendent combattre le terrorisme et de l'autre elles appuient des régimes comme ceux du Qatar, de l'Arabie saoudite ou de la Turquie. **La coalition qui se constitue n'est en rien une alliance « démocratique » contre une menace totalitaire**. Outre nos impérialismes « classiques », elle comprend la Russie de Poutine, l'Arabie saoudite dont le régime est très proche du modèle de société prôné par Daesh, le Qatar, la théocratie iranienne, la Turquie d'Erdogan... Quelle que soit la nature de l'Etat islamique, toute analogie avec un « front démocratique antifasciste » est invalide. **Nous ne sommes ni avec la coalition, ni avec Daesh, ni avec Assad. Nous sommes pour le droit à l'autodétermination des peuples – dont le peuple palestinien –, contre toutes les barbaries.**

N au terrorisme O à l'état d'urgence N à la guerre

Pour la défense des droits démocratiques et sociaux



L'URGENCE

ce n'est pas de restreindre
les libertés publiques,

C'est d'arrêter ces guerres
en Afrique et au Proche-Orient

C'est de rompre avec les dictatures,
les émirats et les marchands de pétrole

C'EST PLUS DE JUSTICE SOCIALE POUR TOU-TE-S ET PARTOUT !



35 - PAYS
MALOUIN

Un tournant de la situation nationale

Comme en janvier dernier, l'émotion a submergé le pays. Les actes islamophobes se sont multipliés, mais ils sont le fait d'une frange seulement de la population. Les actes de solidarité et de convivialité se sont aussi multipliés: grand sourire quand on croise un magrêbin, galanterie ostentatoire (même si désuète) quand on s'efface pour laisser passer une femme voilée, réoccupation des lieux de fêtes et de mixité, rejet des amalgames... Malheureusement, tous ces gestes-là ne sont pas recensés et n'entrent pas dans les statistiques.

Comme en janvier, aussi, les politiques sécuritaires sont plébiscitées, les forces de l'ordre applaudies. Or, plus encore qu'en janvier, **le gouvernement saisit l'occasion pour prendre des mesures liberticides**. Ce fut hier le cas de la loi sur le renseignement qui donne des pouvoirs exorbitants aux services secrets. C'est maintenant le cas avec **l'instauration de l'état d'urgence, sa prolongation et son durcissement**, le fichage des passagers prenant l'avion, l'annonce par F. Hollande d'une réforme constitutionnelle...

La France est déjà dotée de deux régimes d'exception: **l'état d'urgence** (une demi-loi martiale qui exonère la police du contrôle judiciaire et limite les libertés) et **l'état de siège** (une loi martiale intégrale donnant tous les pouvoirs à l'armée). Pourquoi cela ne suffit-il pas à nos gouvernants ? Parce que le recours à l'état d'urgence, par exemple, est limité dans le temps et demande un vote parlementaire – qui en l'occurrence a été presque unanimement favorable y compris de la part d'une grande majorité des socialistes, des Verts et des députés communistes. La réforme constitutionnelle permettrait au gouvernement (ou au président ?) de prendre plus librement des mesures d'exception – et de faire finalement de l'exception la règle : intervention de l'armée en matière de police, perquisitions arbitraires, détentions « préventives », interdiction des manifestations ou grèves, censure de la presse, etc. Le texte de loi que rédigea Hollande n'est pas encore connu, mais ses intentions sont claires. **Le régime deviendra de plus en plus autoritaire, la militarisation de société fera un bond en avant.**

Nombre de personnes s'inquiètent de ce qui se passerait si M. Le Pen et le Front national emportaient les élections (un scénario qui ne relève pas de la fiction), mais ne se demandent pas ce que les Hollande, Valls, Sarkozy ou autres feront du nouveau cadre juridique. Il est donc très important de rappeler ce que les gouvernements « républicains » ont fait par le passé dont la torture en Algérie et l'adoption d'une loi d'amnistie qui *interdit* de mettre en accusation ses auteurs, l'oubli médiatique du massacre des Algériens de Paris le 17 octobre 1961, le putsch des généraux à Alger, de multiples coups fourrés des

services secrets, l'attentat contre le Rainbow Warrior de Greenpeace, l'assassinat de dirigeants kanaks, etc. En fait, l'ensemble des lois sécuritaires adoptées ces dernières années et les dispositifs de surveillance mis en place permettent au pouvoir, quel qu'il soit, de mener une guerre civile rampante quand il le désirera. Enfin, au-delà de la marche au tout sécuritaire, il y a un **calcul politique**. Hollande et Valls comptent sur l'état d'urgence pour utiliser une nouvelle fois l'arsenal bonapartiste et se hisser d'une certaine façon, au-dessus des partis et des institutions. Opération qui vise à neutraliser le bilan catastrophique des gouvernements depuis 2012 et à promettre au Parti socialiste de meilleurs résultats électoraux. Pari des plus hasardeux car dans la situation politique actuelle où les vents mauvais vont à droite et à l'extrême droite, ce sont ces forces qui risquent de profiter de cette manœuvre.

Les résistances à la prolongation de l'état d'urgence ont été très faibles dans la gauche parlementaire, mais plus importantes à la base (au sein du PCF par exemple, contre le vote de ses parlementaires) ou dans le mouvement social et syndical : Solidaires, mais aussi la CGT.

Le moment politique présent est lourd de grands dangers. La démocratie politique a déjà été vidée de son contenu, les assemblées élues n'ayant plus prise sur les principales décisions (qui relèvent de l'Union Européenne, de l'OMC, des traités intergouvernementaux...). Ce sont maintenant les libertés civiles, déjà sous contraintes, qui risquent de devenir une coque vide. Le gouvernement veut pouvoir assigner la société à résidence. Or la population n'en a pas conscience.

L'important est de lier entre eux les terrains de résistance, de manifester notre solidarité avec les victimes du terrorisme, donner les moyens matériels, politiques et militaires de survivre et de vaincre aux peuples qui luttent pour leur liberté, d'aider les forces progressistes et non confessionnelles qui luttent sur le terrain tout à la fois contre l'obscurantisme sanguinaire, terroriste, de Daesh et celui du régime d'Assad qui l'a tant favorisé. C'est arrêter d'engager des guerres et des bombardements, arrêter de soutenir des régimes absolutistes et de promouvoir les injustices sociales et politiques au Moyen-Orient comme ailleurs.

L'état des forces progressistes en France n'est pas florissant, mais, en ce moment clé, des points d'appui pour résister existent : dans les sentiments de solidarité partagés au sein de la population, dans la réaction de la jeunesse, dans le refus par bon nombre d'associations et syndicats d'accepter des mesures liberticides, un régime permanent d'exception. De quoi **construire un front uni en défense des libertés ici et ailleurs, du vivre ensemble, de la solidarité.**

L'état d'urgence, en pratique, c'est cela.....

ARRETE
Le Préfet de la Région Île-de-France
Considérant que la situation d'état d'urgence implique un nombre important d'opérations de police et de contrôles des sites sensibles et la prévention des actes de terrorisme sur l'ensemble du département ;
Considérant que les effectifs des forces de l'ordre ne sont, dès lors, pas en nombre suffisant pour assurer en plus l'encadrement des manifestations sur la voie publique, qu'il s'agit de protéger la sécurité des participants eux-mêmes ou d'assurer le maintien de l'ordre en cas de débordements ;
Considérant que, dans ces circonstances exceptionnelles, l'interdiction de toute manifestation sur la voie publique dans le département d'Ile-de-France est strictement nécessaire pour prévenir efficacement les troubles à l'ordre public susceptibles d'intervenir ;
Considérant les déclarations de manifestations reçues en préfecture pour la période du 28 au 30 novembre 2015, et notamment l'organisation d'une marche pour le climat le samedi 28 novembre 2015 à Rennes, avec une affluence évaluée à plusieurs milliers de personnes ;
ARRETE
Article 1 – Les manifestations sur la voie publique relevant de l'article L.211-1 du Code de la Sécurité Intérieure sont interdites dans le département d'Ile-de-France du samedi 28 novembre 2015 à 00h00 au lundi 30 novembre 2015 à 24h00 ;
Article 2 – Tout contrevenant à cette interdiction est passible des sanctions pénales prévues à l'article 431-9 du code pénal et à l'article 13 de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence ;

Considérant la nécessité d'assurer, dans ces circonstances, la sécurité des personnes et des biens par des mesures adaptées à la gravité de la menace ;

Considérant que la situation d'état d'urgence implique un nombre important d'opérations de police et de contrôles des sites sensibles et la prévention des actes de terrorisme sur l'ensemble du département ;

Considérant que les effectifs des forces de l'ordre ne sont, dès lors, pas en nombre suffisant pour assurer en plus l'encadrement des manifestations sur la voie publique, qu'il s'agit de protéger la sécurité des participants eux-mêmes ou d'assurer le maintien de l'ordre en cas de débordements ;

Considérant que, dans ces circonstances exceptionnelles, l'interdiction de toute manifestation sur la voie publique dans le département d'Ile-de-France est strictement nécessaire pour prévenir efficacement les troubles à l'ordre public susceptibles d'intervenir ;

Considérant les déclarations de manifestations reçues en préfecture pour la période du 28 au 30 novembre 2015, et notamment l'organisation d'une marche pour le climat le samedi 28 novembre 2015 à Rennes, avec une affluence évaluée à plusieurs milliers de personnes ;

ARRETE

Article 1 – Les manifestations sur la voie publique relevant de l'article L.211-1 du Code de la Sécurité Intérieure sont interdites dans le département d'Ile-de-France du samedi 28 novembre 2015 à 00h00 au lundi 30 novembre 2015 à 24h00 ;

Article 2 – Tout contrevenant à cette interdiction est passible des sanctions pénales prévues à l'article 431-9 du code pénal et à l'article 13 de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence ;